

Le Monde, 3 juin 2024 (date de mise en ligne sur Le Monde numérique)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/06/03/ceux-qui-appellent-a-la-fois-a-un-cessez-le-feu-dans-gaza-et-a-la-creation-d-un-etat-palestinien-maintenant-eludent-les-contradictions-d-un-tel-scenario_6237105_3232.html

« Ceux qui appellent à la fois à un cessez-le-feu dans Gaza et à la création d'un "Etat palestinien maintenant" éludent les contradictions d'un tel scénario »

TRIBUNE

Samy Cohen

Directeur de recherche

Alors que Benyamin Nétanyahou s'y oppose, que ses ministres d'extrême droite prônent l'annexion de la Cisjordanie et que l'opinion publique préfère la sécurité à la paix, la proposition de créer aujourd'hui un Etat palestinien manque de réalisme, explique dans une tribune au « Monde », le politiste Samy Cohen.

e Hamas est-il sorti vainqueur de sa confrontation avec Israël ? La messe n'est pas dite. Il a subi de lourdes pertes et rien n'indique pour l'instant que le gouvernement israélien soit sur le point de retirer l'armée de la bande de Gaza. Politiquement, c'est tout autre chose. Il a réussi à redonner un nouveau souffle à la cause palestinienne, au point de réveiller un vaste courant d'opinion favorable à la création d'un Etat palestinien. Des appels se font entendre de partout pour que la « communauté internationale » force la main à Benyamin Nétanyahou, en lui imposant des sanctions comme moyen de pression.

Cette option a-t-elle des chances d'aboutir dans un avenir prévisible ? Le manque de réalisme est le principal reproche qu'on puisse lui faire. Elle ne s'intéresse qu'à la ligne d'arrivée, ignorant les obstacles qui entravent sa route. Elle se berce de l'illusion qu'il n'y a rien de plus simple, qu'il « n'y a qu'à »...

Il serait d'ailleurs plus avisé de parler d'illusions, au pluriel. La première est de croire que Nétanyahou détient les clés du succès ou de l'échec de ce projet. Son opposition à la création d'un Etat palestinien est connue, et il fera tout pour torpiller cette idée. Mais « Bibi » [*le surnom du chef d'Etat israélien*] dépend pour sa survie politique de la bonne volonté des

ministres d'extrême droite [Bezalel Smotrich](#) et Itamar Ben Gvir, partisans de l'annexion de la Cisjordanie. Il préférera cent fois des sanctions à un retrait piteux de la vie politique.

Mais ce n'est pas tout. Derrière eux, se tient le puissant mouvement des colons religieux qui se moque des sanctions. Il ne laissera pas se répéter le scénario qui avait prévalu en 2005, lors de l'évacuation de la bande de Gaza par Ariel Sharon, premier ministre d'Israël de 2001 à 2006. La résistance sera féroce. Beaucoup d'entre eux sont armés plus que de raison, surtout depuis que [Ben Gvir](#), ministre de la sécurité nationale, a décidé de distribuer généreusement des armes aux citoyens dont la vie pourrait se trouver menacée par le terrorisme. Aujourd'hui, cette dissémination est devenue un vrai problème de sécurité publique.

Nétanyahou n'est pas éternel

Une troisième ligne de résistance surgira des jeunes militaires à qui il serait demandé d'évacuer par la force tout ou partie des territoires. Mais l'armée israélienne n'est plus ce qu'elle était. Les meilleures unités de l'infanterie sont peuplées de sionistes religieux, dont beaucoup habitent les colonies. Ce serait leur demander d'évacuer leurs propres habitations.

On peut compter sur les rabbins sionistes extrémistes pour les inciter à refuser des ordres « illégaux », voire à s'y opposer par la force, cette terre étant, à leurs yeux, la propriété du peuple juif, un don divin que nul ne saurait rétrocéder. Le premier ministre qui voudra prendre la décision d'évacuer ces territoires sera confronté à un véritable cauchemar, mettant son existence même en danger, tout comme [Yitzhak Rabin, qui a payé de sa vie sa tentative de faire la paix](#).

Mais, dira-t-on, Nétanyahou n'est pas éternel. Viendra un jour où il quittera la scène politique et sera remplacé par de plus modérés que lui. Observons un instant l'opposition en Israël. Elle n'est guère reluisante. Son chef actuel, Yaïr Lapid, est certes un homme politique pondéré mais, le 27 avril, il présentait dans le quotidien *Haaretz* [« les huit choses que je ferai autrement »](#). Il n'est pas question de solution à deux Etats : *« Personne ne nous demande de créer demain un Etat palestinien ou de sacrifier un seul grain de terre (...), mais de dire que si les Palestiniens prouvaient qu'ils étaient aussi placides que les Suisses, pacifiques que les Hollandais, calmes que les Australiens, nous serions prêts à nous séparer d'eux. Il s'agit d'un processus qui prendra des années et il leur incombera d'en apporter la preuve. »*

Incitations positives

L'autre personnalité marquante de l'opposition, le populaire mais hésitant général Benny Gantz, membre du cabinet de guerre israélien et cofondateur du Parti de l'unité nationale, convoite le poste de premier ministre, et évite de s'exprimer sur ce sujet clivant. Le parti travailliste n'est plus que l'ombre de lui-même et ne fait pas campagne sur ce thème depuis de nombreuses années. Yaïr Golan, ancien adjoint au chef d'état-major, élu le mardi 28 mai à la tête du parti, saura-t-il ramener les électeurs qui l'ont abandonné ? Le parti de gauche Meretz, quant à lui, n'a pas réussi à progresser depuis le 7 octobre, les sondages lui donnant juste de quoi passer le seuil d'éligibilité. On ne voit pas émerger à l'heure actuelle un leader politique capable de porter un projet aussi ambitieux, et, il faut le dire, aussi casse-gueule.

Israël étant un Etat démocratique, tout accord de rétrocession de la Cisjordanie, requerra le soutien de l'opinion publique et un vote à la Knesset. Ici encore, méfions-nous des idées simplistes. Plus de soixante-dix députés sur cent vingt sont de droite et d'extrême droite, opposés au retrait.

L'opinion publique, quant à elle, ne rêve pas de paix mais de sécurité, depuis que les Palestiniens ont emprunté la voie du terrorisme lors de la seconde Intifada [*soulèvement contre l'armée israélienne entre 2000 et 2005*]. De cette époque date son basculement à droite. Croit-on que les horreurs commises par le Hamas le 7 octobre la fera revenir au centre ou à gauche ? Les chances pour que les Israéliens acceptent de confier les clés de la Cisjordanie à un Etat palestinien, qui se verrait très vite submergé par le Hamas encore puissant dans les territoires, n'ont jamais été aussi faibles.

Ceux qui appellent tout à la fois à un cessez-le-feu dans Gaza et à la création d'« *un Etat palestinien maintenant* » éludent les contradictions d'un tel scénario. Permettre au Hamas, violemment hostile à tout compromis avec Israël, de s'en sortir militairement, reviendrait à repousser la solution à deux Etats aux calendes grecques. Ces deux objectifs ne s'accordent pas. Faut-il d'ailleurs « imposer » la solution à deux Etats ? Ne serait-il pas préférable d'imaginer des mesures d'incitations positives ? La solution émergera d'un accord entre les deux parties, ou jamais.

Réclamer un Etat palestinien ? Oui. Mais faire croire que ce projet est à portée de main, ne pas se soucier des besoins de sécurité de la population israélienne, ignorer la menace que représentent les extrémistes des deux bords ne ferait que perpétuer l'impasse actuelle.

Samy Cohen est directeur de recherche émérite au centre de recherche internationale de Sciences Po. Il est l'auteur, entre autres, de « Israël. Une démocratie fragile » (Fayard, 2021).